

**Russie - Relations bilatérales -
Ukraine - Syrie - Armes chimiques -
Cybersécurité - Conférence de
presse conjointe de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, et de M. Sergueï
Lavrov, ministre russe des affaires
étrangères**

(Paris, 27 novembre 2018)

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'accueillir aujourd'hui mon homologue Sergueï Lavrov.

Nous avons eu un long échange que nous allons poursuivre, et qui nous a permis d'aborder les grands sujets de notre coopération et de l'actualité internationale. Nous nous rendrons cet après-midi à Versailles pour présider ensemble le Conseil de coordination du dialogue de Trianon, créé en juin 2017 à l'initiative des présidents Macron et Poutine, pour permettre aux sociétés civiles française et russe de se rencontrer davantage, d'échanger sur des grands sujets de société et sur les enjeux de préoccupations communes.

Ainsi, le dialogue politique entre nos deux pays se maintient à un haut niveau, le président de la République s'est rendu trois fois en Russie cette année, en mai avec la visite du forum de Saint-Pétersbourg dont la France était l'invitée d'honneur, et en juillet durant la Coupe du monde de Football. Le président Poutine est venu ici le 11 novembre et sa présence a été un témoignage fort de nos liens historiques. La présence de Sergueï Lavrov ici en est une illustration supplémentaire.

Nous avons un rythme de rencontres positif, et j'ai pris l'engagement de me rendre à Moscou et à Saint-Pétersbourg au début de l'année prochaine. Nous avons des différences d'approches, nous avons des différends, parfois profonds, mais nous souhaitons nous parler de manière régulière, dans le cadre d'un dialogue qui se veut à la fois pragmatique, franc et tourner vers des résultats.

Mon approche se fonde sur deux constats : Premièrement, la Russie est un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et un grand partenaire international, nous ne pensons pas pouvoir traiter de grandes questions internationales sans la Russie. Deuxièmement, l'expérience a montré que notre coopération pouvait être efficace lorsqu'elle se concentrait sur des projets concrets, sur la compréhension et sur la prise en compte de nos intérêts mutuels. Il est fréquent que la France et la Russie aient des intérêts en partage sur les plans sécuritaires, diplomatiques, économiques et écologiques.

Nous avons évoqué beaucoup de questions internationales ce matin, la situation en mer d'Azov, et constaté que la forte remilitarisation de la zone ne peut conduire qu'à aggraver les tensions et à favoriser des incidents graves tels que celui de dimanche.

La France en appelle aux parties pour qu'elles favorisent un apaisement de la situation et que chacun fasse preuve de retenue. Nous souhaitons en particulier que l'initiative russe puisse permettre d'apaiser cette tension.

Nous avons également abordé la situation en Syrie : l'accord conclu avec les Turcs lors de la réunion d'Istanbul a permis d'éviter le pire à Idlib, nous souhaitons maintenant consolider le cessez-le-feu pour que nous puissions embrayer sur une solution politique. J'ai redit à Sergueï Lavrov la disponibilité de la France pour y participer.

J'ai également eu l'opportunité de rappeler à mon collègue Sergueï Lavrov notre attachement à la stabilité stratégique en Europe et notre détermination à lutter contre l'utilisation des armes chimiques et les attaques cyber. Sur tous ces sujets, la France est prête à entretenir une approche coopérative avec la Russie, dans le respect des accords passés et dans le respect du droit international.

S'agissant de l'Ukraine, nous avons redit la nécessité de rester dans le "format Normandie" et de faire en sorte que les accords de Minsk aboutissent dans les délais les plus rapides.

Nous irons tout à l'heure à Versailles pour attester de la qualité de l'instrument original qui a été créé à l'initiative de nos deux présidents, le dialogue de Trianon. Après un an d'existence, le dialogue de Trianon s'est installé dans un paysage. Je pense notamment à la participation du dialogue de Trianon au forum Gaïdar à Moscou en janvier, au forum de Paris sur la paix en novembre. Je pense aussi au colloque qui s'est tenu la semaine dernière à l'occasion du centenaire de la naissance d'Alexandre Soljenitsyne.

L'enjeu pour ce dialogue est désormais de répondre pleinement à sa vocation de rapprochement des sociétés civiles française et russe, et c'est ce à quoi nous allons nous employer aujourd'hui, avec en particulier, la mise en perspective du thème sélectionné pour l'année 2019 "L'Education du futur" qui donnera lieu à de nombreuses manifestations dans nos deux pays. Je me réjouis de participer et d'être, avec Sergueï Lavrov, acteur de ce programme 2019.

Q - Au Conseil de sécurité, les Américains, les Européens, ont rappelé l'importance de la liberté de navigation en mer d'Azov et dans le détroit de Kertch. Sommes-nous prêts à aller jusqu'à des sanctions pour la faire respecter ? Et le ferons-nous en concertation avec les Etats-Unis ?

R - J'ai dit tout à l'heure dans mon propos et je l'ai dit dans l'entretien que nous avons eu avec Sergueï Lavrov, que nous pensons que cet incident est dû en grande partie à la forte remilitarisation de la zone et que cet incident ne peut qu'aggraver les tensions et favoriser des

incidents graves. Nous souhaitons que les parties fassent preuve de retenue.

J'ai dit à Sergueï Lavrov qu'un geste était attendu de la Russie, que les prisonniers et les bateaux retenus soient libérés au plus vite. Mais j'appellerai aussi mon homologue ukrainien pour l'encourager à rechercher la désescalade dans ce secteur ; je ne sais pas si c'est sur la frontière entre la mer d'Azov ou la mer Noire, chacun voit bien à peu près où cela est et on vérifiera les cartes. Mais, quoiqu'il en soit, il importe que les deux parties puissent s'engager dans un processus de désescalade.

Merci beaucoup./.